Le syndicalisme international entre unité et divisions

David Noël

Le 20e anniversaire de la Confédération syndicale internationale est l'occasion de revenir sur l'histoire du syndicalisme en analysant ses dynamiques d'alliances et de divisions depuis le début du xxe siècle.

La Confédération syndicale internationale (CSI ou ITUC en anglais pour *International trade-union Confederation*) a fêté ses vingt ans ce 1er novembre 2026[1]. En France, qui connaît la CSI ? Le sigle de l'internationale syndicale n'est connu que dans une petite frange des militants des syndicats des principales confédérations (CGT, FO, CFDT et CFTC), toutes membres de la CSI.

La CGT, par exemple, propose à ses adhérents qui souhaitent s'impliquer de se former au cours d'un stage de huit jours dit de « niveau 1 » organisé par les unions locales, puis d'un stage de dix jours de « niveau 2 » organisé par les unions départementales. Les stages sont l'occasion pour les militants de toutes professions, entre autres choses, d'aborder l'histoire du syndicalisme en France et le syndicalisme à l'échelle européenne et internationale. En l'état, tous les adhérents de la CGT ne suivent pas ces deux stages et la grande majorité des syndiqués n'a que faire de l'internationale syndicale et des communiqués ou des rapports qu'elle peut produire depuis Bruxelles.

Si l'appartenance de leurs centrales à la CSI ne fait pas débat chez FO, à la CFDT et à la CFTC, ce n'est pas le cas à la CGT où une frange de l'organisation, pour des raisons idéologiques, dénonce le réformisme de la CSI et plaide pour un retour à la Fédération syndicale mondiale (FSM / WFTU), la grande internationale syndicale historiquement liée au Bloc de l'Est et au mouvement communiste international qui a survécu à la chute de l'Union soviétique en 1991.

De fait, s'intéresser à l'histoire des internationales syndicales, c'est nécessairement se replonger dans l'histoire du xx^{e} siècle et celle de la Guerre froide.

Les origines du syndicalisme international

L'internationalisme syndical se développe lentement au début des années 1900, en parallèle de la Deuxième internationale, créée en 1889, et qui rassemble les principaux partis politiques socialistes de l'époque.

Une Internationale syndicale distincte de l'Internationale politique se constitue entre 1901 et 1903 sous l'appellation de Secrétariat syndical international (SSI). Elle est présidée par le socialiste allemand Carl Legien, président de la puissante Commission générale des syndicats en Allemagne. L'activité du SSI se borne à l'origine à rassembler, traduire et rediffuser les rapports envoyés par les confédérations membres. La CGT française, qui est à l'époque dominée par les anarchistes, se tient éloignée du SSI.

En 1913, lors du congrès de Zurich, les confédérations membres du SSI créent la Fédération syndicale internationale (FSI) qui se dote de secrétariats professionnels internationaux pour coordonner l'action internationale des fédérations de branche, mais dans les faits, l'action syndicale internationale reste embryonnaire.

À la veille de la Première Guerre mondiale, la FSI compte huit millions d'adhérents, mais l'internationale syndicale est divisée et encore plus faiblement organisée et dirigée que l'Internationale socialiste. En 1914, elle ne joue aucun rôle et ne parvient pas à coordonner une grève générale contre la guerre à l'échelle européenne dont avait rêvé Jean Jaurès.

La révolution russe et la création de l'Internationale communiste (Komintern) ont des répercussions sur le syndicalisme international, les bolcheviks appelant leurs sympathisants à rompre avec la Fédération syndicale internationale qui se reconstruit après-guerre lors des conférences de Berne (5-9 février 1919) et d'Amsterdam (26 juillet-2 août 1919). En 1920, la FSI compte 22 millions d'adhérents. Le français Léon Jouhaux, à la tête de la CGT, en est le vice-président. La minorité révolutionnaire de la CGT s'élève contre le réformisme de l'Internationale dite d'Amsterdam et constitue des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) pour réorienter la CGT. Lors du 2e Congrès du Komintern, plusieurs réunions de syndicalistes se tiennent et débouchent sur la création d'un Comité international provisoire des syndicats qui appelle à la création d'une Internationale syndicale révolutionnaire.

Le premier congrès de l'Internationale syndicale rouge (ISR) se tient à Moscou du 3 au 19 juillet 1921. La volonté des révolutionnaires de la CGT de quitter la FSI et de rejoindre l'ISR entraîne leur exclusion, et la scission de la CGT et de la CGTU au début de l'année 1922. De 1921 à 1937, il existe donc deux grandes internationales syndicales : la FSI dont fait partie la CGT, proche des partis sociaux-démocrates comme la SFIO ou le SPD allemand, et l'ISR, liée à l'Internationale communiste et à l'URSS à laquelle appartient la CGTU. Il faut aussi mentionner l'existence d'une internationale syndicale rassemblant les syndicats chrétiens se reconnaissant dans la doctrine sociale de l'Église : c'est la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC) créée à La Haye en 1919 dont la CFTC fait partie.

L'Internationale syndicale rouge disparaît finalement en 1937. La décision est prise par Staline et la direction du Komintern pour plusieurs raisons : l'interdiction des syndicats allemands consécutive à l'arrivée au pouvoir des nazisavait porté un coup très dur à l'ISR ; elle amène l'Internationale communiste à abandonner la tactique « classe contre classe » mise en œuvre depuis 1928 et à appeler à l'unité d'action avec les socialistes contre le fascisme, dont le Front populaire constitue l'aboutissement en France.

L'existence donc de l'ISR constitue un obstacle au rapprochement avec la FSI et les partis sociaux-démocrates. En mars 1936, c'est la réunification de la CGT et de la CGTU au congrès de Toulouse. En URSS où l'ISR avait perdu toute autonomie, la répression frappe les anciens dirigeants de

l'Internationale syndicale rouge soupçonnés de sympathies trotskistes : surveillé par le NKVD, Mikhaïl Tomski se suicide en août 1936. En Espagne, Andreu Nin, qui avait fui l'Union soviétique en 1930 est assassiné sur ordre du NKVD en juin 1937.

Alexandre Lozovsky, l'ancien président de l'ISR, survit momentanément aux grandes purges. Durant la Seconde Guerre mondiale, il anime le Comité juif antifasciste. Accusé de sympathies « sionistes », il est exclu du Parti communiste, condamné à mort et exécuté en 1949.

Le syndicalisme international au temps de la Guerre froide

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le syndicalisme international, en sommeil pendant la guerre, se reconstitue à nouveau. Une première conférence, organisée à l'initiative du *Trade Union Congress* britannique, des syndicats américains et soviétiques, se réunit à Londres en 1945, rassemblant 55 organisations syndicales. L'année suivante, le Congrès de Paris, du 3 au 8 octobre 1945, marque la naissance de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), dont le secrétaire général est le français Louis Saillant.

Héritière de la FSI, la FSM ne parvient pas à fédérer l'ensemble du mouvement syndical international : attachée au pluralisme syndical et à l'existence de syndicats chrétiens autonomes, la CISC refuse de la rejoindre.

Surtout, la FSM est touchée de plein fouet par l'entrée dans la Guerre froide à partir de 1947 et l'annonce du plan Marshall. En mars 1948, une conférence des organisations soutenant le plan Marshall est organisée à Londres à l'initiative des Américains de l'AFL, rassemblant aussi bien des organisations appartenant à la FSM que des organisations sans affiliation internationale. L'année suivante, une autre conférence se tient à Genève les 25 et 26 juin 1949, rassemblant des syndicats de trente pays.

Durant toute l'année 1949, les principales centrales non-communistes abandonnent la FSM. À la fin de l'année 1949, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) est officiellement créée avec le soutien déterminant de l'AFL et de son émissaire en Europe, Irving Brown,

par ailleurs agent de la CIA chargé de lutter contre les communistes et qui pèse de toute son poids pour la scission de la FSM. La CGT-Force Ouvrière, fondée en 1947, y adhère.

L'histoire de la FSM et de la CISL se confondent dès lors avec celle de la Guerre froide. Comme l'ISR durant l'entre-deux-guerres, la FSM, dont le siège est fixé à Prague en 1951, est dominée par les syndicats soviétiques et constitue le relai syndical de l'URSS. Les syndicats yougoslaves la quittent en 1950 lors de la crise titiste.

Après la dissolution du Kominform en 1956, la FSM demeure le principal espace de rencontre et de coopération à l'international entre soviétiques et communistes ouest-européens, en parallèle des conférences internationales des partis communistes. En 1966, c'est au tour des syndicats chinois de quitter la FSM sur fond de désaccord de la Chine maoïste avec le « révisionnisme khrouchtchévien ».

Lors du printemps de Prague de 1968, la FSM, la CGT et la CGIL italienne marquent pour la première fois prudemment leur distance et condamnent l'invasion soviétique. En 1975, c'est au tour de la CGIL de quitter la FSM afin de rejoindre la Confédération européenne des syndicats, qui rassemble depuis le mois de mai 1974 les syndicats européens membres de la CISL et leurs homologues de la Confédération mondiale du travail (CMT), le nouveau nom de la CISC déconfessionnalisée. Finalement, la CGIL annonce son départ de la FSM en mars 1978.

Symétriquement, la CISL, farouchement anticommuniste et dominée par les syndicats américains, se compromet avec de nombreux régimes autoritaires. C'est ainsi que l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD, Institut américain pour le développement de syndicats libres) est créé fin 1961 par l'AFL-CIO pour pénétrer à l'intérieur des syndicats latino-américains et y combattre l'influence communiste. Étroitement liée à l'ambassade américaine et à la CIA, l'AIFLD contribua de manière décisive à la chute de Salvador Allende et au coup d'État du général Pinochet en 1973.

Après la chute de l'URSS, les principaux syndicats des pays de l'ancien bloc de l'Est abandonnent la FSM. La CGT se désaffilie à son tour la même année

avant de rejoindre la Confédération européenne des syndicats (CES) en 1999.

Divisions et défis du syndicalisme international contemporain

En 2006, la CISL et la Confédération mondiale du travail (CMT) – nouvelle dénomination de la CISC depuis 1968 – fusionnent pour fonder la Confédération syndicale internationale (CSI). Plusieurs syndicats sans affiliation internationale, comme la CGT et la CGIL adhèrent à la CSI.

Pour les deux grands syndicats, qui avaient été les piliers européens de la Fédération syndicale mondiale à l'époque de la Guerre froide, l'adhésion à la CSI, après celle à la CES vient parachever leur intégration dans le mouvement syndical européen et mondial. Avec 332 organisations syndicales affiliées, implantées dans 163 pays et représentant plus de 200 millions d'adhérents en 2019, la CSI constitue aujourd'hui, et de très loin, la principale internationale syndicale.

La CSI constitue aujourd'hui, et de très loin, la principale internationale syndicale.

La FSM, désertée par les centrales syndicales de l'ex-Bloc de l'Est, est restée à l'écart de ce processus. Son secrétaire général, de l'époque, George Mavrikos, théorise même le refus de tout rapprochement avec une CSI considérée comme capitaliste et impérialiste.

La géographie de l'implantation de la FSM a changé : l'ancienne internationale syndicale du bloc soviétique est aujourd'hui principalement implantée en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Elle conserve cependant des bases solides en Europe, notamment en Grèce et à Chypre dont les centrales syndicales, liées à des partis communistes très orthodoxes, sont les piliers de la FSM.

La FSM se caractérise par un anti-impérialisme radical et son soutien sans faille aux États communistes et aux anciens alliés de l'URSS dans les pays du « Sud global » et au Moyen-Orient. Après avoir quitté Prague après la chute du mur de Berlin, la FSM est accueillie à Damas par le pouvoir baasiste avant de s'installer à Athènes. Dans une logique « bloc contre bloc » qui rappelle la période de la Guerre froide, la FSM se montre un fidèle soutien de l'axe Russie-Chine-Iran contre le bloc capitaliste et impérialiste occidental.

La question ukrainienne cristallise les oppositions entre la CSI et la FSM. Tandis que la CSI soutient la FPU (Fédération des syndicats ukrainiens) et la KPVU (Confédération des syndicats libres d'Ukraine), ses deux centrales affiliées ukrainiennes, la FSM dénonce l'attitude agressive de l'OTAN envers la Russie et son expansion vers l'Est qui constituerait la « cause profonde » de la guerre en Ukraine, reprenant le narratif russe. Refusant la hausse des dépenses militaires, la FSM condamne tout soutien au régime ukrainien, jugé ultra-libéral et fasciste.

À l'occasion du 36e sommet de l'OTAN qui s'est déroulé fin juin 2026 à Ankara, la FSM a ainsi dénoncé « *l'augmentation des dépenses militaires, [...] qui accentue encore la confrontation et accroît les préparatifs et le risque d'un conflit impérialiste généralisé aux conséquences désastreuses pour les couches populaires et les gens ordinaires* » avant d'appeler « *les travailleurs du monde entier à intensifier leur lutte pour la dissolution de l'OTAN et de toutes les coalitions militaires, l'abolition complète des armes nucléaires et le respect de l'indépendance et de la souveraineté de tous les États* ».

Contradictoire avec ses positions pro-russes, « *le respect de l'indépendance et de la souveraineté de tous les États* » brandi par la FSM se traduit dans les faits par un soutien aux régimes autoritaires où elle a des syndicats affiliés. La FSM a ainsi condamné la révolution de Maïdan en Ukraine, la révolution des parapluies de 2014 à Hong-Kong et le soulèvement de 2020 en Biélorussie. Elle a en outre soutenu jusqu'au bout le régime de Bachar el-Assad.

En décembre 2024, alors que les rebelles syriens marchaient vers Alep, la FSM écrivait dans un communiqué que « *l'attaque terroriste contre Alep fait partie du grand plan pour le Moyen-Orient mené par les États-Unis, l'OTAN, l'UE et d'autres puissances impérialistes* ».

La radicalité du discours anti-impérialiste de la Fédération syndicale mondiale séduit une partie des militants oppositionnels de la CGT, proches

de petits partis marxistes-léninistes comme le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF) ou l'Union pour la reconstruction communiste (URC). Regroupés dans la tendance « Unité CGT », les militants pro-FSM de la CGT ont fait circuler un texte à l'occasion du 54ème congrès de la CGT, qui s'est tenu à Tours du 1er au 5 juin 2026, critiquant le document d'orientation de la direction confédérale et prônant un retour de la CGT à la FSM. Cette position est cependant minoritaire au sein de la centrale syndicale.

Si une réunification du syndicalisme international paraît aujourd'hui illusoire, tant les divergences idéologiques, sont profondes entre la CSI et la FSM, le principal défi du syndicalisme international est de faire la démonstration de son utilité face au pouvoir toujours plus grand des multinationales, des GAFAM, face au cynisme des grandes puissances, au retour de la guerre et à l'urgence climatique.

La présence de la Confédération syndicale internationale dans les instances de l'Organisation internationale du travail (OIT) a récemment permis à la CSI de faire adopter pour la première fois des normes sur le travail décent dans l'économie des plateformes.

Quatre-vingt ans après la fondation de la FSM, vingt ans après la création de la CSI, le syndicalisme international devra sortir des cénacles des forums internationaux pour faire entendre les voix des millions de travailleurs et de travailleuses dont la mobilisation pour la paix, pour les droits humains et pour le vivant pourrait changer la donne.

1. « 20 ans de CSI », Confédération syndicale internationale (CSI), ituc-csi.org, consulté le 5 novembre 2026.